



L'extrême droite montre patte blanche

POLITIQUE • La droite pure et dure soigne son image pour être plus «fréquentable». Encore discrète à Strasbourg, malgré une poussée en juin dernier, elle s'impose en revanche dans de nombreux pays d'Europe.

TANGUY VERHOOSSEL, BRUXELLES

«Ce qu'on redoutait ne s'est pas produit jusqu'à présent», souligne Yannick Laude, un des porte-parole de l'Alliance des démocrates et des libéraux (ALDRE), le troisième groupe politique en importance du Parlement européen, avec 84 eurodéputés: malgré une poussée aux élections européennes de juin 2009, l'extrême droite ne parvient toujours pas à faire entendre sa voix au niveau de l'Union européenne.

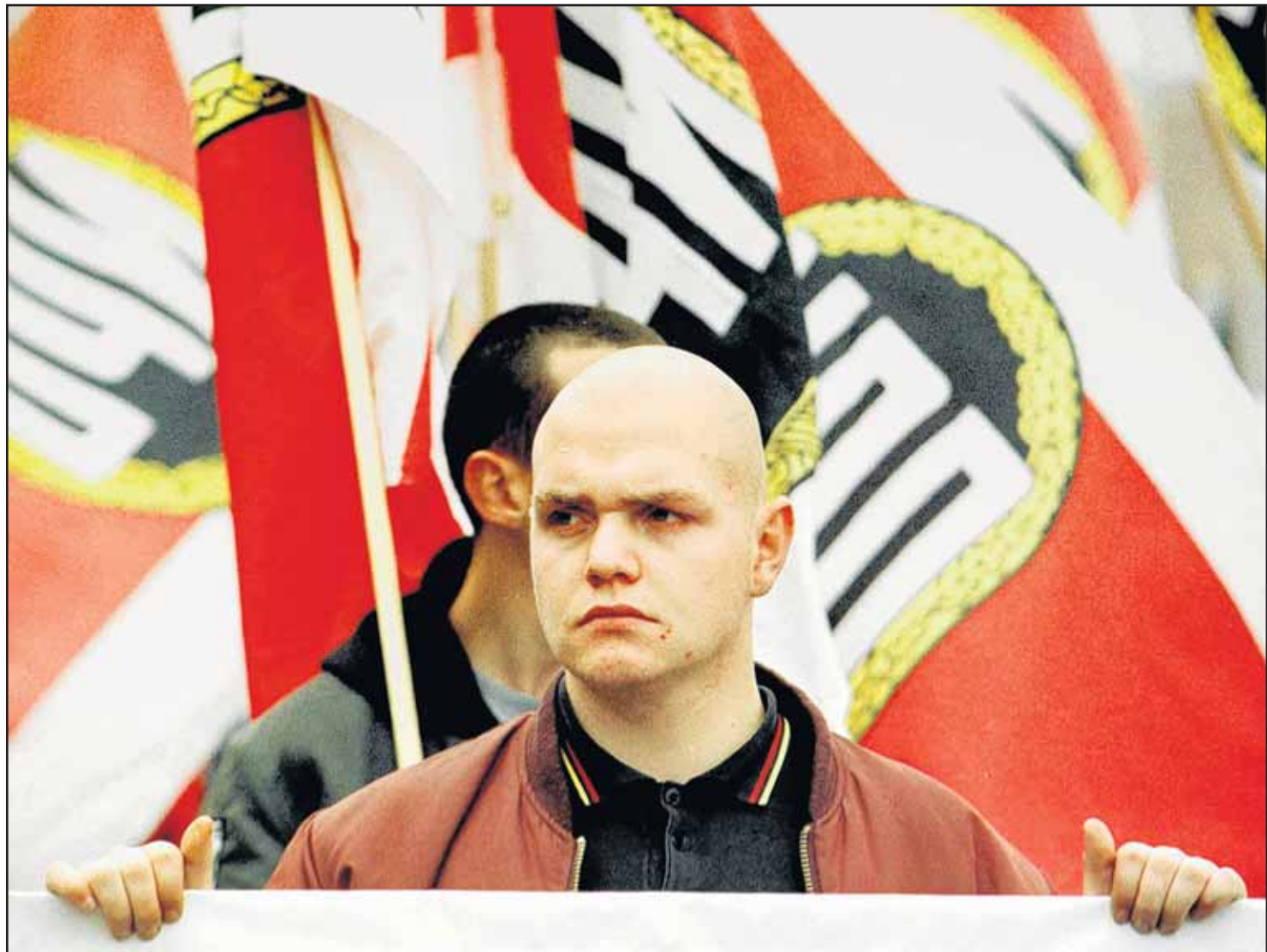
Le Parlement européen, dont le pouvoir de codécision, avec le Conseil des ministres des Vingt-Sept, s'est fortement renforcé depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, le 1^{er} décembre 2009, compte actuellement 736 membres - leur nombre va passer à 754. «Parmi eux, on dénombre quelques véritables fascistes, de nombreux nationalistes purs et durs et encore plus de vrais conservateurs. Mais sont-ils tous d'extrême droite? Le curseur n'est pas évident à placer», note Yannick Laude.

Nationalistes de tout poil

On retrouve par exemple neuf membres de la Ligue du Nord italienne et deux élus du Parti du peuple danois dans le groupe Europe de la liberté et de la démocratie (EFD; 32 eurodéputés), où se côtoient surtout des nationalistes de tout poil. Dans leur pays d'origine, ils soutiennent tous deux des gouvernements de centre droit.

«Ces partis se veulent fréquentables», note Yannick Laude. D'autres, tels que le Vlaams Belang belge, le Front national français ou encore le Jobbik hongrois le sont beaucoup moins, mais sont minorisés à Strasbourg.

Leurs représentants, il est vrai, n'ont jamais réussi à s'organiser durablement à l'échelle communautaire. Entre 1984 et 1989, ils avaient formé, au Parlement européen, un «groupe des droites européennes» qui avait ensuite disparu avant qu'une nouvelle tentative soit lancée, de façon éphémère, en 2007. Le groupe Identité, Tradition et Souveraineté qui avait alors été constitué avait rapidement implosé, les Roumains n'ayant pas supporté certaines critiques de leurs alliés néofascistes italiens. Toujours divisés aujourd'hui, les eurodépu-



Le parti national-démocrate NPD, repérable autrefois à ses skinheads, réalise désormais de bons scores électoraux en ex-Allemagne de l'Est. KEYSTONE

tés d'extrême droite sont répertoriés dans la catégorie des 27 «non-inscrits», ce qui réduit notamment le temps de parole dont ils disposent. De toute façon, on les entend peu. «Les extrémistes de droite brillent souvent par leur absence lors des sessions plénières ou les réunions des commissions parlementaires. Jean-Marie Le Pen et sa fille Marine passent plus de temps dans leurs circonscriptions qu'au Parlement. C'est également vrai pour les élus du British National Party (BNP).»

Bref, le rôle de l'extrême droite au sein de l'assemblée des Vingt-Sept consiste surtout à «amplifier le discours

d'une majorité de droite qui existe de toute façon». Le Parti populaire européen (PPE; démocrates-chrétiens) dispose en effet de 265 sièges sur 736 à Strasbourg, celui des Conservateurs et réformistes (ECR; ultraconservateurs britanniques, polonais, tchèques, belges, néerlandais, hongrois et baltes) de 54 sièges et le groupe souverainiste Europe de la liberté et de la démocratie de 32 sièges. Ces trois formations avaient notamment pesé de tout leur poids pour assurer la réélection de José Manuel Durão Barroso à la présidence de la Commission européenne. C'est donc en dehors du cercle des institu-

tions européennes que l'extrême droite néofasciste européenne tente, cahin-caha, de se fédérer.

Nouvelle alliance

À l'automne de 2009, le Front national français, son homologue belge, le mouvement hongrois Jobbik, le British National Party, le Parti national démocrate suédois et la Fiamma Tricolore italienne (qui ne sont pas tous représentés au Parlement européen) ont ainsi créé une «Alliance européenne des mouvements nationaux». Jusqu'à présent, elle n'a pas encore fait beaucoup parler d'elle, tant s'en faut. I

Des caves aux antichambres du pouvoir

PASCAL FLEURY

Si l'extrême droite n'arrive pas vraiment à se faire entendre au Parlement européen, dans plusieurs États d'Europe, en revanche elle fait désormais sa place à l'échelle locale, régionale, voire même nationale. «Relookée, populiste ou franchement fasciste, elle s'est refaite une santé dans toute l'Europe. Depuis la fin de la guerre, ses idées n'ont jamais été aussi présentes dans la société. Aujourd'hui, elle fait partie des majorités au pouvoir dans cinq pays et est à son plus haut niveau électoral dans 18 pays européens», constatent les journalistes d'investigation Barbara Conforti et Stéphane Lepetit, dans le documentaire «Europe: ascenseur pour les fachos», à voir dimanche sur TSR2.



La néofasciste Alessandra Mussolini a rejoint Berlusconi. KEYSTONE

vio Berlusconi. La municipalité de Rome s'est également choisie en avril 2008 un maire issu de l'extrême droite. Gianni Alemanno a appartenu au Mouvement social italien (néofasciste) et a été arrêté plusieurs fois pour violence de rue. Le nouveau maire, qui a été accueilli par des saluts fascistes lors de

son élection, était proche de Peppe Dimitri, l'un des leaders de l'extrême droite radicale à l'époque des années de plomb.

À Vérone, c'est un jeune populiste d'extrême droite, Flavio Tosi, qui a conquis la mairie en mai 2007. Sa politique de prédilection - la lutte contre l'immigration, la «propreté» et la sécurité - se veut un modèle pour le reste de l'Italie.

Le nouvel essor de l'extrême droite en Europe s'observe au travers de nombreux autres exemples. En Allemagne, le parti nationaliste NPD, aux relents populistes et xénophobes, a obtenu plus de 9% aux élections régionales de Saxe en 2004, ce qui lui a permis, pour la première fois depuis 1968, de siéger dans un parlement de Land. Aujourd'hui, le parti, qui attire tant les skinheads que les frustrés de la classe moyenne, compte 14 députés dans deux parlements régionaux et près de 200 conseillers communaux, y compris à Berlin.

En Autriche, pays européen où l'extrême droite obtient la

plus grande audience, les partis populistes FPÖ et BZÖ ont fait un retour en force aux législatives de 2008, obtenant un total cumulé record de 29% des suffrages exprimés.

La même année, en Suède, ce sont les Démocrates suédois qui ont fait une percée, dépassant 20% dans certaines villes et comptant désormais des représentants dans de nombreux conseils municipaux. Pour soigner son image, le parti nationaliste a remplacé la flamme de son logo - symbole traditionnel de l'extrême droite - par une fleur bleue. D'autres groupements mettent moins de gants, comme le National socialistic front (NSF), qui défend ouvertement l'idée d'une race blanche supérieure.

Aux Pays-Bas, le Parti pour la liberté (PVV), qui est déjà devenu la cinquième force politique du pays aux législatives de 2006, milite également contre l'immigration. Son leader Geert Wilders, pour qui il faudrait interdire le Coran au même titre que «Mein Kampf» d'Adolf Hitler, n'a pas manqué

d'applaudir le vote suisse contre les minarets.

Dans ce petit tour d'horizon de l'extrême droite européenne, on pourrait encore s'arrêter en République tchèque, où le jeune Parti ouvrier, soutenu par des organisations néonazies, multiplie les actions anti-roms. Ou faire un saut en Hongrie, où la Garde hongroise, une milice paramilitaire créée par le Jobbik, parti politique d'extrême droite hongrois, défile avec uniformes et bannières dans les rues de Budapest.

Cette formation d'«autodéfense culturelle et nationale», à qui il est reproché, entre autres, des actes discriminatoires envers la minorité tzigane en Hongrie, a été interdite en juillet dernier sur décision de la Cour d'appel de Budapest. Son abolition a encore été confirmée en décembre par la Cour suprême hongroise. Mais les ultranationalistes à l'uniforme noir n'ont pas dit leur dernier mot. Ils vont recourir devant la Cour européenne des droits de l'homme. I

REPÈRES

Extrêmes droites européennes

Allemagne: Parti national démocratique d'Allemagne (NPD), créé en 1964. Les Républicains (1983). Union populaire (1971)

Autriche: Parti libéral autrichien (FPÖ, 1956). Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ, 2005)

Belgique: Vlaams Belang - Intérêt flamand (2004), héritier du Vlaams Blok interdit

Bulgarie: Attaque (2005)

Danemark: Parti du peuple danois (1995)

Espagne: La Falange (1933). Democracia Nacional (1994)

Finlande: Parti des vrais Finnois (1995)

France: Le Front national (1972)

Grèce: Aube d'or (1993). Rassemblement populaire orthodoxe (2000)

Hongrie: Alliance des Jeunes de droite - Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik, 2003). Parti pour la justice et la vie (1993)

Italie: La Ligue du Nord (1991). Alliance Nationale (1995). Mouvement social - Flamme tricolore (1995). Force Nouvelle (2003)

Lettonie: Union des conservateurs pour la patrie et la liberté (1997)

Lituanie: Parti lituanien de la liberté (1994)

Pays-Bas: Parti pour la liberté (2006)

Pologne: Ligue des familles polonaises (2001). L'Autodéfense (2007)

Portugal: Parti national renouveau (1985)

République tchèque: Parti ouvrier (2003). Parti national (2001)

Roumanie: Parti de la Grande Roumanie (1991)

Royaume Uni: Parti national britannique (1982)

Slovaquie: Parti national slovaque (1990)

Slovénie: Parti nationaliste slovène (1991)

Suède: Parti des démocrates suédois (1998). Front populaire (2000).

LA SEMAINE PROCHAINE

AU NOM DE L'ISLAM

Dans quels contextes historiques et politiques s'est effectuée la montée en puissance du fondamentalisme musulman et de l'islam politique dès le début du XX^e siècle? De la création des Frères musulmans aux attentats du 11 septembre, le documentaire «Au nom de l'islam», en deux parties, décrypte le rôle joué par les puissances occidentales face à des mouvements qui lui ont échappé. Un dossier complexe à voir le 17 janvier sur TSR2, à écouter dès lundi sur RSR-La Première, et à lire vendredi prochain dans «La Liberté».



RSR-La Première
Du lundi au vendredi
de 15 à 16 h



Histoire vivante
Dimanche 20 h 30
Lundi 23 h 45